

# N°3 **LE VILAIN PETIT ANAR'**

- Journal apériodique des Jeunes Libertaires de Toulouse -

## QU'EST-CE QUE L'ANARCHIE ?

Peu de mots sont autant détournés que celui d'anarchie : souvent dénigré car confondu avec le chaos ou l'anomie (désorganisation sociale), nous interprétons l'étymologie grecque de ce terme comme le rejet de l'autorité.

L'anarchie est un mode d'organisation sociale dans lequel il n'y aurait plus de rapports d'autorité entre les individus. L'objectif est d'assurer leur égalité socio-économique par la promotion inconditionnelle de la liberté en valorisant l'entraide, la solidarité et la démocratie directe. L'anarchisme ne se distingue pas des autres théories socialistes par sa finalité (l'abolition des classes sociales), mais par les moyens qu'elle mobilise pour l'atteindre : l'autogestion, opposée au paternalisme d'état tel que proposé par les marxistes, les sociaux-démocrates, ...

*« L'émancipation des travailleurs ne peut être que le produit de leur lutte internationale. »*

De nombreux théoriciens ont démontré que l'autorité politique puise dans différents registres pour se légitimer. Le rejet de l'autorité passe donc nécessairement par une lutte générale contre toutes ses sources (principales) qui sont : la religion, le capitalisme (en tant que forme économique instituant la propriété) et l'Etat. A noter que ces trois institutions concernent les sociétés dites « modernes », et non leur ensemble.

L'anarchie est donc la seule idéologie capable de réaliser le projet socialiste « originel ». Son application n'est pas aisée car elle nécessite, à l'échelle individuelle, une prise en main raisonnée. Cependant, elle propose un épanouissement personnel de l'individu en adéquation à la collectivité.

 <https://jeuneslibertaires.noblogs.org>

 Jeunes Libertaires - Toulouse

 Jeunes Libertaires @Libertaires

COUT D'IMPRESSION 0,26€ | DÉC. 2018 - FÉV. 2019

## POURQUOI FAIRE UN JOURNAL ?

C'est vrai, pourquoi s'échiner collectivement à faire un journal ? Parait-il que ça ne sert à rien, que c'est réservé aux intellectuels forcément déconnectés de la réalité sociale ... Ce qui est totalement faux, nous sommes tous pris dans nos vicissitudes de l'existence et on prend sur notre temps pour pouvoir coucher ces lignes, alimenter notre site, écrire des tracts, ...

C'est notre projet pour un autre futur, où l'égalité sera réelle, où la richesse sociale appartiendra à tous de manière égale et la solidarité sera de mise. Nous voulons diffuser et développer nos propositions en ne reproduisant aucun des mécanismes de cet ancien monde – qui ne permettent pas à la société idéale d'éclorre.

Ecrire c'est le premier temps ; les idées, les critiques, les résistances ont besoin d'un support pour être connues, confrontées et diffusées. Le journal permet cela et nous permet également de prouver que la philosophie anarchiste est encore une réponse aux différents maux de ce siècle et de notre société : Inégalités, dominations, exploitation, militarisation, précarisation du travail et des relations humaines, ...

Le pouvoir souhaite que nous baignions dans l'ignorance, que nous nous soumettions et répondions à l'injonction de nous taire. Je refuse de croire pour ma part que mon combat est vain, que diffuser ces idées est inutile : Chaque journal qui finit dans vos mains, c'est un nouveau possible qui naît pour l'humanité. Si tout ça te parle, je t'invite à venir partager tes idées et à nous rencontrer.

## QUI SOMMES NOUS ?

.....

Une réaction à l'organisation actuelle de la société. Les Jeunes Libertaires forme un groupe de jeunes organisés selon les principes libertaires : horizontalité, autogestion dans la diffusion des idées anarchistes ... chacun s'investit pour construire une société égalitaire, solidaire, non-autoritaire, sans chefs, ni prophètes.

## OÙ NOUS RENCONTRER ?

.....

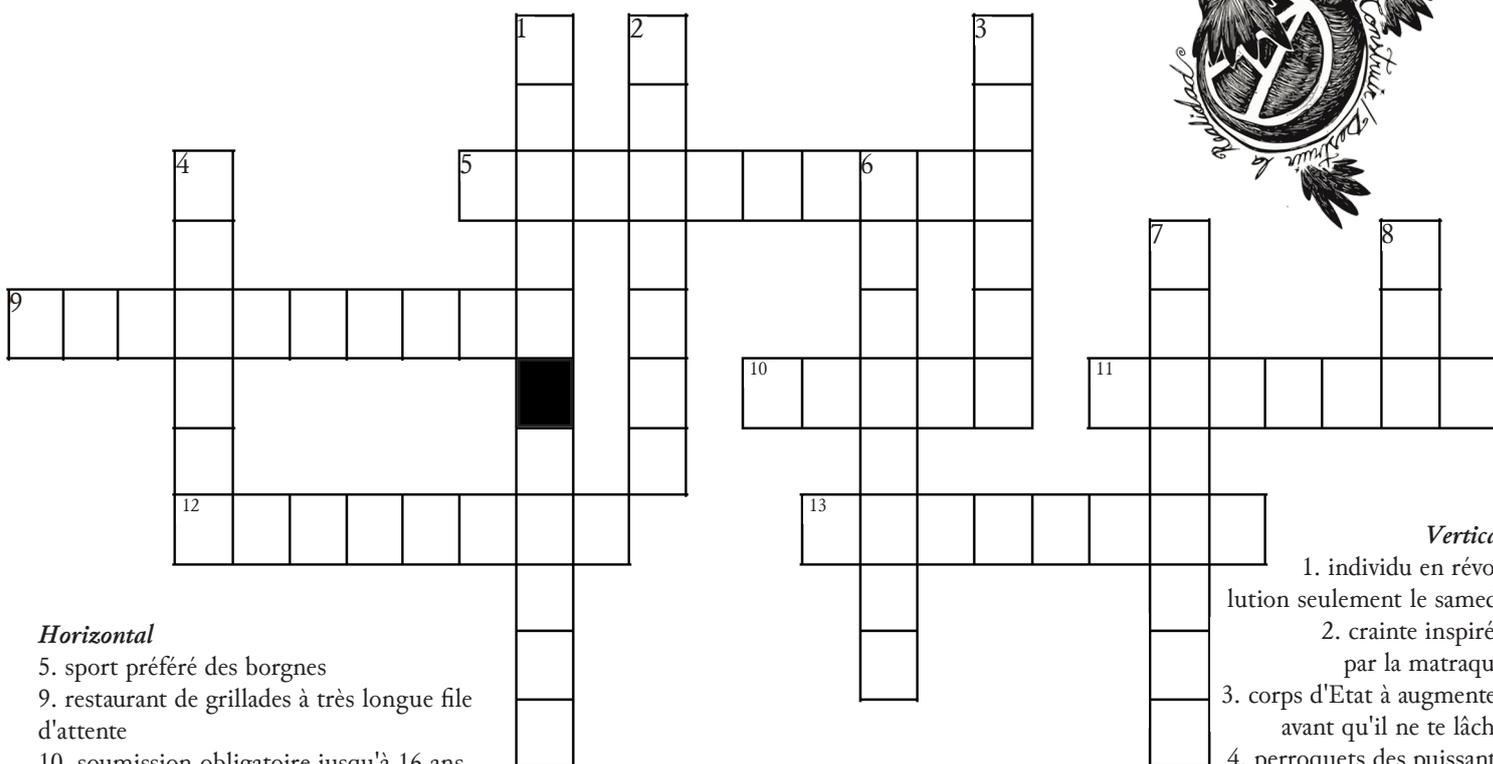
Pour nous rencontrer, échanger et même t'impliquer, tu peux passer tous les samedis de 17:00 à 19:00 au 7, Rue Saint-Rémésy, Toulouse (Métro Carmes).

Tu peux également nous rencontrer lors de tables de presse, à l'université Jean-Jaurés sous la canopée et les dimanches de 12:00 à 13:00 au marché Saint-Aubin.

Enfin, tu peux nous contacter pour organiser une rencontre.

## MOTS-CROISÉS DE CIRCONSTANCE

De nombreuses pistes se trouvent dans ce numéro ....



### Horizontal

- 5. sport préféré des borgnes
- 9. restaurant de grillades à très longue file d'attente
- 10. soumission obligatoire jusqu'à 16 ans
- 11. personne qui (se) fait les magasins hors des heures d'ouverture
- 12. négociateur en douce
- 13. type d'agression non contrôlée par l'Etat

### Vertical

- 1. individu en révolution seulement le samedi
- 2. crainte inspirée par la matraque
- 3. corps d'Etat à augmenter avant qu'il ne te lâche
- 4. perroquets des puissants
- 6. le pouvoir indu de faire chier les faibles
- 7. absence de désordre désorganisé
- 8. stage de mixité sociale patriotique

Les résultats se trouvent sur notre blog, l'adresse est disponible en première page.

## REFUSONS LE SERVICE, REPRENONS NOS VIES EN MAIN !

Le service national universel (SNU), promesse de campagne de Macron, serait quelque chose « *qui manque à notre Pays* » selon notre cher Premier ministre Édouard Philippe. Car, universel et obligatoire, ce nouveau service militaire de courte durée, est supposé créer un lieu de mixité sociale favorisant la « fraternité ». Quelques réflexions sur le « service à la patrie », qu'il soit militaire ou civil.

### Le service militaire bientôt de retour ?

• • • • •

Rappelons d'abord l'état actuel des préparations du SNU. En juillet dernier, l'Assemblée nationale a voté un amendement à la constitution. Désormais, plus d'obstacle juridique au rétablissement du service national, suspendu il y a plus de 20 ans par Chirac. Après règlement des dernières questions de détail, Macron pourra compter sur députés zélés pour voter son projet de loi. On parle d'abord d'un mois minimum vers l'âge de 16 ans avec prolongation volontaire jusqu'à un an. La deuxième partie consisterait en un service civique facultatif de trois à douze mois.

### Une revendication de droite

• • • • •

Vu le contexte de son apparition, cette proposition de Macron n'est point étonnante : Premièrement, elle a de quoi à plaire aux électeurs du centre et de la droite qui sont les plus convaincus du service national obligatoire[1]. De plus, l'armée semble avoir une image plus positive aujourd'hui qu'il y a encore 20 ans : D'un côté, le plan Vigipirate nous fait confondre la présence de l'armée avec la sécurité. De l'autre côté, l'armée a été à l'origine de quelques actions visant l'insertion professionnelle (« Défense 2e chance » et la possibilité de passer gratuitement le permis de conduire). Et d'ailleurs, je ne pense pas être la seule personne à croire que la suspension de la conscription a joué aussi son rôle pour améliorer l'image de l'armée. Car avant, le souvenir des frères, enfants, petits-enfants,... appelés contre leur volonté laissait toujours un mauvais goût.

### Un projet hautement idéologique

• • • • •

Deuxièmement, en ce faisant, Macron s'inscrit dans la lignée des politiciens comme Sarkozy et Hollande qui ont voulu répondre aux soi-disant « menaces pour la patrie » telles que les émeutes de banlieue en 2005 et les attaques terroristes plus récentes par des dispositifs de « cohésion nationale ». L'« ennemi » d'aujourd'hui n'est plus imaginé comme une force extérieure au pays, mais comme un danger moral venant de l'intérieur. Pour y remédier, le gouvernement a développé l'inculcation des valeurs patriotiques au cours de l'« enseignement moral et civique » (que nous connaissons bien!) à l'école ainsi que le service civique. Le SNU de Macron s'inscrirait dans ce même « parcours de citoyenneté » où se trouvent déjà à l'heure actuelle les enseignements très

idéologisées de la défense en classes de 3e et 1re ainsi que la « Journée Défense et Citoyenneté » (JDC). Tout cela est bien entendu de facto obligatoire car sans l'attestation de la JDC, on ne peut théoriquement passer aucun examen d'État, y compris le bac. Il est donc difficile d'y échapper et se préserver de la propagande militariste. En y rajoutant le SNU obligatoire, Macron s'est déjà exposé à la critique des jeunes : La plupart des gens que je connais prévoient autre chose pour leurs vacances que de partir à la caserne...

### Un mois de « mixité », une mauvaise blague

• • • • •

Revenons maintenant sur le principal argument pour l'instauration du SNU : le brassage social. On pourrait y lire un aveu que l'école a échoué dans cette mission. Comment dix années ou plus de scolarisation pourraient-elles être moins efficaces qu'un mois de service national ? Si le gouvernement l'admet et tient toujours si fermement à la mixité sociale, il devrait se dépêcher à revoir le système qui fait qu'il existe une forte disparité de l'origine sociale des élèves en fonction du type public/privé d'établissement, du quartier et de la filière du bac. À mon avis, il s'agit d'un problème général ; mettre en avant le SNU, c'est occulter les causes qui sont derrière. Et n'oublions pas que les jeunes étrangers sont exclus du service national (ce qui paraît évident), voilà donc une belle « mixité » purement française.



F. MASEREEL, 25 Images de la Passion d'un Homme, 1918. Frans Masereel © VG Bild-Kunst / SABAM

[1] Selon une étude de YouGov France, Huffington Post et CNews datant de février 2018, 77% des électeurs de centre et 69% de droite y sont favorables contre seulement 51% de gauche et 44% d'extrême gauche.

Un noir de Frans Masereel, Artiste graveur, antimilitariste, pacifiste et libertaire, avant de rallier malheureusement le bolchevisme.

## Le service civique, plutôt une bonne chose ?

• • • • •

Cela étant, on pourrait être amené à croire que le service civique, version moderne du « service à la patrie », pourrait créer de la mixité sociale et répandre les « valeurs de la République », mais sans les aspects négatifs du service national. Qui ne dirait pas qu'il puisse y avoir des « missions » intéressantes qui permettent de se consacrer à une activité d'intérêt général (humanitaire, social, culturel,...) tout en percevant une modeste rémunération. Moi aussi, j'en étais persuadé quand j'ai commencé mes neuf mois de service civique et dont je garde toujours de bons souvenirs : du contact humain, des amitiés, une ouverture de l'horizon, pouvoir vivre à l'étranger et apprendre une langue. Or, l'objectif d'augmenter massivement les postes pour enrôler chaque année près de 150.000 jeunes de 16 à 25 ans, pousse clairement à des dérives.

### En mission « citoyenne » à Pôle Emploi ou à la préfecture...

• • • • •

Parmi les neuf secteurs d'actions prévues pour les volontaires – culture et loisirs, développement international et action humanitaire, éducation pour tous, environnement, intervention d'urgence, mémoire et citoyenneté, santé, solidarité, sport – celui de « citoyenneté » semble être un véritable fourre-tout. Ainsi, trouve-t-on des annonces comme celle-ci : « *Changer le regard sur l'entreprise : Dans le but de travailler le regard sur l'entreprise et la représentation des jeunes et des demandeurs d'emploi, nous recrutons 2 volontaires en service civique.* » et de nos visites à la préfecture, nous gardons le souvenir des « volontaires » en mission à l'accueil. Ça s'appelle dans l'annonce correspondante : « *Accompagner les usagers dans les services.* » Mais il y a également des associations où le jeune en service civique semble remplacer plus ou moins un salarié : Le candidat est demandé de faire de la bureautique, d'alimenter le site-web et de proposer des animations dans le cadre d'« Aide à l'accueil et à l'animation d'un club de tennis ». Même si ce n'est pas voulu, la pratique confirme alors mes soupçons.

### Remplir sa « mission », c'est travailler pour pas cher

• • • • •

Si nous faisons un simple calcul, nous nous apercevons pourquoi le service civique est aussi apprécié par les associations : En 2018, un jeune est payé 473,04€/mois par l'État, auxquels s'ajoutent 107,68€ de majoration pour les boursiers ou bénéficiaires du RSA. L'organisme d'accueil participe avec seulement 107,58€ (qui peuvent être des biens matériels) et il n'a pas à payer des cotisations et les contributions à la sécurité sociale. (Pour les organismes à but non lucratif, le service civique est même presque gratuit, car ils reçoivent une aide mensuelle de 100€ par l'État !) En somme, cela fait entre 580€ et 690€/mois pour 24 à 35 heures travaillées par semaine. Si l'on compare le coût pour l'organisme (si ce n'est pas l'État) d'une heure de travail en service civique – entre 70 centimes et un euro – aux plus de dix euros brut pour un poste au SMIC (avec charges patronales moins les rédu-

ctions), on trouve qu'une association peut se payer 14 services civiques au lieu d'un seul poste payé au SMIC ! Alors, en réponse à la question « *Et pour quelles raisons, ne souhaitez-vous pas réaliser de Service Civique ?* », 42% des jeunes enquêtés n'y étant pas intéressés disent « *Parce que ce [...] n'est pas assez rémunéré.* » [2]

## Plutôt le service civique que le chômage

• • • • •

Si beaucoup de jeunes désirent quand même effectuer un service civique, cela devrait être en partie dû à la crainte des « trous dans le CV » : selon cette idée, il vaudrait mieux travailler pour pas cher que d'être au chômage pendant quelques mois. On trouve même des services civiques où travaillent des jeunes d'un niveau master parce qu'il n'ont rien trouvé ailleurs ! Après les stages peu ou pas payés, voilà donc le nouveau truc pour exploiter la jeunesse.

## Un besoin fondamentalement humain

• • • • •

Malgré la forme actuelle indigne qu'a pris l'action sociale et humanitaire, je suis convaincu qu'il y a un vrai besoin de se donner aux autres, d'être solidaire et de mettre en pratique ses idées. Il s'agit là de quelque chose de fondamentalement humain. Mais une bonne part de vigilance est justifiée quand des acteurs institutionnels comme l'État veulent y fixer un cadre et mettre des individus au service de leurs agendas. Ainsi, après le premier enthousiasme « d'être utile » à quelque chose – serait-ce à la prétendue défense nationale ou à autrui – vient vite la désillusion d'une rémunération de misère, des conditions de travail insupportables, de l'absence totale de formation et d'ouverture, ... et le mauvais sentiment de s'être laissé tromper se manifeste. Avant de s'engager dans un des services proposés, se poser la question de « *Pour qui ou quelle idéologie vais-je être utile ?* » aurait peut-être clarifié certaines choses. Même si le service civique ou militaire peut nous apporter des savoirs et savoir-faire certains d'un point de vue pragmatique, le risque est toujours de s'impliquer dans quelque chose que nous ne décidons pas nous-mêmes. Pour celles et ceux qui veulent côtoyer des personnes d'âge, sexe, milieu ou origine différents et se réaliser de par l'action collective, tout en décidant de leur sort, il y a des issues, heureusement ! Comme exemples, je pourrais nommer les associations de quartier, les associations d'aide aux réfugiés, de l'entraide ou encore le syndicalisme qui utilise l'action directe (c'est-à-dire sans intermédiaire).

## Prenons nos vies en main !

• • • • •

**Car, contrairement à la nouvelle campagne publicitaire du Service Civique qui se résume sous le slogan « Le Pouvoir d'être utile », j'aimerais que chaque individu ait le pouvoir de prendre sa vie en main.**

[2] Dossier Ifop à la demande de l'Agence du Service Civique : « *Les jeunes et le Service Civique : connaissance, représentations et potentiel d'attractivité* », Octobre 2015.

## RETOUR AU CHENIL

QUAND LA "RÉVOLTE" BAT DE L'AILE

Ce mercredi 19 décembre, en pleine révolte des gilets jaunes, les policiers se sont mis en grève, suite à l'appel des trois principaux syndicats de police. Ils ont été encouragés, via un communiqué, à « *rester dans les services et à ne répondre qu'aux appels d'urgence* » pour cette première journée d'action.

« *Fermons les commissariats !* » C'est alors que d'interminables files d'attentes se sont formées aux aéroports d'Orly et Roissy (70 millions de passagers en 2017, top 10 mondial). Ça y est, la police rejoint la révolte ? Ceux qui scandaient « *La police avec nous !* » avaient-ils raison ? Ne rêvez pas, les principales revendications étaient des demandes pour plus de moyens, plus de budget et de meilleures conditions de travail. C'est-à-dire continuer à mener la répression de plus belle contre les manifestants tout en protégeant les plus riches et puissants. Attaquer les civils d'accord, mais dans de bonnes conditions, s'il vous plaît !

Le jour même ; Alliance, Unité-SGP Police-FO et l'Unsa ont rencontré Christophe Castaner en fin d'après-midi, pour poursuivre les négociations entamées la veille. Six heures après, surprise ! Ils obtiennent une augmentation de 120 à 150 euros brut en fonction du grade. Une augmentation pour les 135 000 policiers, dont pourraient bénéficier 95 000 gendarmes. Mais quelle efficacité de la part d'un gouvernement qui a mit plusieurs semaines à s'adresser aux révoltés ! L'Etat s'est rendu dépendant de ses chiens de garde et maintenant, ils commencent à menacer de mordre le maître. C'est pourquoi Castaner décide de leur donner un petit peu plus de croquettes.

Nous tenons à apporter notre soutien aux victimes de la répression policière et judiciaire.

**CINÉ LIBERTAIRE**

Diffusion-débat du film

«Porco Rosso» du Studio Ghibli

Thème : anti-sexisme / anti-militarisme

LE 1ER FÉVRIER / 19H / 7 RUE ST-RÉMESY / PRIX LIBRE

Italie, années 20. Marco, pilote d'hydravion durant la 1ère Guerre Mondiale a vu mourir tous ses amis au combat. Héros de la guerre, il a refusé ce titre et s'est reconverti en chasseur de primes. Devenu cochon sous le coup d'une malédiction (la Guerre, entreprise de déshumanisation) il est surnommé "Porco Rosso". Il est recherché par la police secrète fasciste pour désertion et anti patriotisme. Un choix du contexte historique qui offre à la fois la critique d'une guerre passée ayant forgé l'histoire des personnages et la mise en exergue du bellicisme ambiant qui annonce celle à venir. Ajoutons à cela le rôle central des femmes dans ce film, et l'hommage qui leur est rendu par Miyazaki, en pleine rupture avec une société japonaise largement mysogine. *Plus d'information à suivre sur notre site internet et sur les réseaux sociaux.*

## BRÈVES DE LA VIOLENCE D'ÉTAT

QUELQUES FAITS DES AGENTS DU (DÉS)ORDRE

- **Assassinée ...** Lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> décembre à Marseille, une femme âgée de 80 ans est décédée suite à une blessure au visage causée par une grenade lacrymogène en fermant ses volets. Elle a affirmé avant son décès d'avoir été visée.

- **Disproportion ...** Suite à une manifestation le 1er décembre à Toulouse, un manifestant se retrouve dans le coma, suite aux affrontements avec les flics. Ça fait plus de deux semaines à l'heure où nous écrivons ces lignes qu'il y est.

- **Humiliation ...** « *Voilà une classe qui se tient sage.* » près du lycée de Saint-Exupéry de Mantes-la-Jolie, ce 6 décembre, 153 lycéens se retrouvent à genoux, mains sur la tête ou liées dans le dos, face au mur, face à des CRS qui ricanent, pourquoi ? Pour avoir manifesté. Ils finiront dans leur quasi-totalité en garde-à-vue.

- **Cécité ...** Six individus ont été éborgnés suite à des tirs de flash-ball (LBD 40) à Paris, ce 15 décembre. Tirs provenant en partie de brigades motocyclistes rappelant les voltigeurs.

- **Car-jacking ...** 78 manifestants arrivent au Quai de Bercy en bus, dès la descente, ils sont arrêtés par des agents pour être placés en garde à vue.

- **Témoignages ...** Des policiers de la BAC s'amuse en tirant sur des gilets jaunes à leur donner des petits noms « *Fils de pute* », « *Dans ta gueule* », « *Bouyaka* », avec des petits cri de joies apprend-on dans l'émission « *C à Vous* » diffusée ce lundi 10 Décembre sur France 5.

## GILETS JAUNES : QUI SONT LES CASSEURS ?

### CRITIQUE DE LA VIOLENCE ET DES FORMES DE LUTTES

On entend, depuis le début de la mobilisation des gilets jaunes que des casseurs infiltrent le mouvement. Certains accusent l'extrême droite, d'autres l'extrême gauche et d'autre encore les jeunes de banlieue. Ce terme n'est pas nouveau et puisqu'il possède une définition floue, il peut être utilisé pour un peu tout et n'importe quoi. On n'arrive pas vraiment à s'y retrouver, mais une chose est sûre : les casseurs ont pour objectif de tout démolir, de faire triompher la violence et nous faire vivre dans la peur et le chaos. C'est en tout cas ce que disent l'Etat et les grands médias...

Nous allons aborder par la suite les différentes formes de luttes en exposant certaines de leurs limites, puis nous nous pencherons sur un texte exposant différentes formes de violences. Nous partirons d'un constat : les injustices présentes dans le système capitaliste ne sont pas nouvelles et certaines existent depuis plusieurs dizaines d'années. Prenons par exemple, la répartition des richesses ; nous vivons dans « un monde où 82 % des richesses créées l'an passé ont bénéficié aux 1 % les plus riches de la population. [...] Dans le même temps, les 3,7 milliards de personnes constituant la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'ont vu aucune augmentation de leur richesse en 2017. Rien. Zéro. Le monde appartient aux plus fortunés, et il n'y a nulle part où cette injustice est plus criante qu'au travail. » selon Winnie Byanyima, directrice générale de l'ONG Oxfam invitée à s'exprimer au World Economic Forum de Davos.

Les réponses possibles en France légalement pour essayer de réduire les injustices sont les suivantes :

- Manifester pacifiquement dont le parcours, date et heure a été décidé par des représentants politiques du système : les préfets. Le tout encadré par les forces de l'ordre.
- Faire du jeu politique. En participant aux élections ou en créant son parti. Cela amène à faire des alliances et des promesses dont le seul but est d'obtenir le pouvoir et non d'agir pour l'intérêt commun. Nous tenons à préciser qu'il est courant que ces alliances ou engagements soient remis en question dès l'objectif atteint, lequel est de remporter les élections. En effet, nous constatons que nous utilisons souvent le pouvoir afin de préserver nos privilèges ou de les augmenter.
- S'exprimer, dénoncer. Cela passe par signer des pétitions, écrire des livres, journaux, passer à la TV, radio, écrire des commentaires sur les réseaux sociaux...
- Agir en donnant de l'argent ou du temps à des œuvres caritatives.



Frans Masereel : "La Passion d'un homme" (1918)

© Ed. Martin de Halleux

### LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

.....

Certains individus estiment que ces solutions légales sont peu efficaces ou trop lentes, et préconisent d'autres formes d'actions pacifiques mais illégales. Cinq éléments sont caractéristiques d'un acte de désobéissance civile : une infraction consciente et intentionnelle, un acte public, un mouvement à vocation collective, une action pacifique et un but, la modification de la règle. Par exemple un blocage de lycéens sur leur lieu de travail pour demander de meilleures conditions d'études.

Les points critiquables dans la désobéissance civile :

- Ce n'est que de la communication. La portée peut donc être modifiée par :
  - Les médias qui choisiront ou non de relayer l'événement, avec un message qui n'ira pas nécessairement dans le sens que le voudraient les activistes.
  - Les médias qui détruiront ou non l'image que l'on voudrait transmettre ou, au moins, qui amoindriront ou en ridiculiseront l'impact.
  - La société et les idées déjà présentes chez la population (aliénation mentale, sociale, économique) insérées par le tissu social, et surtout par l'influence notable des médias au profit des idéologies (économique et politique, non démocratique) qui les dépassent.
- Sous couvert de vocation pacifiste, il y aurait une tendance à oublier d'autres actions plus simples pour atteindre l'objectif fixé, en excluant de facto ceux qui ne partagent pas les idées de désobéissance civile.
- Ce qu'il faut dénoncer dans la vision de Gandhi ou du pacifisme absolu ; c'est qu'il y a pourtant des cas où la désobéissance civile ne fonctionnerait pas. Des cas où les tyrans ou des classes supérieures ne remettront pas en cause leur politique, car ce n'est pas leur intérêt, puisque leur intérêt est tout autre et c'est le leur. Il y a des cas où le système lui-même ne se laisserait pas démettre par des coups de bluff dans la communication pourtant tellement démocratique.
- Peut-être que la désobéissance civile fonctionnerait dans le meilleur des mondes ou dans une véritable société démocratique, une société sans classe sociale, cependant nous n'en sommes pas encore là. Tant qu'il y a des classes, il y a lutte des classes. Interdire aux classes inférieures de réagir aux violences structurelles, mentales et aux injustices matérielles qu'elles subissent, ce qui est parfois leur seul recours, peut être considéré comme un crime.

## L'ACTION DIRECTE VIOLENTE

.....

Par ailleurs, il existe des individus qui, conscients des limites des autres solutions ou par nécessité d'une réponse rapide, préfèrent s'attaquer directement au problème par l'action violente. Quatre éléments sont identiques à la désobéissance civile, l'élément pacifique étant remplacé par la violence. Aujourd'hui, certains militants s'attaquent aux symboles d'un système capitaliste qu'ils rejettent. Par exemple une banque, un cabinet d'assurance, une agence immobilière, un magasin d'une société du CAC40 (Vinci, Total, Renault, Orange, Chanel...) ou un autre magasin d'une grande société étrangère (MacDo, Starbucks, Nike, Porsche...). Puis il y a ceux qui décident de se protéger en renvoyant les lacrymos, en montant les barricades et en se défendant des forces de répression. D'autres les soutiennent en se masquant également.

Les points critiquables dans l'action directe violente :

- Il peut exister d'autres actions plus simples pour atteindre l'objectif fixé, incluant peut-être les adeptes de la non-violence. En effet, certains gilets jaunes se désolidarisent de tout type d'actions violentes.
- Comme lorsqu'il s'agit de la désobéissance civile, elle peut servir, notamment par son utilisation dans les médias, à stigmatiser des populations, à décrédibiliser la violence et ainsi à cacher les révoltes. C'est pour cela que l'État et des grandes chaînes d'information s'empressent de traiter les militants de casseurs dès la moindre égratignure afin de déformer le message. En effet, l'utilisation du mot casseur et des vidéos de violences en boucle peut faire monter le sentiment d'insécurité.
- Être mêlé à la foule, ainsi que l'assurance d'une protection de l'anonymat, libère du jugement habituel et peut parfois mener à des actions moins légitimes ou moralement acceptables. C'est le cas d'une personne alcoolisée qui décide de se mêler à la foule et de casser la vitrine de la coiffeuse.
- Il peut paraître absurde de vouloir s'attaquer à l'ennemi sur son point fort. En effet, les forces de l'ordre sont nombreuses, bien équipées, entraînées, et défendues par le système qu'ils protègent ; le rapport de force n'est donc pas souvent présent. Notre force est dans le nombre, rappelons que 82 % des richesses créées l'an passé ont bénéficié aux 1 % les plus riches de la population.
- Enfin, l'action violente permet notamment de justifier plus de répression et de diviser le mouvement.

## POINTS DE VUES SUR LA VIOLENCE

.....

Je nous invite à présent à nous pencher sur le texte de Hélder Câmara [1] sur la violence qui commence ainsi : « Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamène des millions d'hommes dans ses rouages silen-

cieux et bien huilés. » Il est ici décrit un système injuste qui réparti mal les richesses et qui se soucie guère de « ceux qui ne sont rien ». Cette violence est visible aujourd'hui, sous le quinquennat de Macron à cause de son aggravation continue : augmentation des privilèges pour les riches (retrait de l'ISF, cadeaux fiscaux, suppression de l'exit tax...), mépris de la classe politique envers les travailleurs (monopolisation des décisions affectant la collectivité, insultes du président...), loi asile immigration... Mais cette violence n'est pas nouvelle et les injustices peinent à disparaître.

Selon Câmara : « La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première. » Casser s'agirait alors d'une résistance à l'oppression d'un système violent trop injuste. Il continue ainsi : « La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres. » La quantité de vidéos circulant sur Internet montrant la disproportion de la violence policière en témoigne. Rien ne peut justifier d'enlever un œil à l'aide d'un projectile de flash-ball, de mutiler à l'aide de grenades, d'utiliser des armes chimiques sur la population, de frapper avec des bâtons... Ou encore d'humilier et terroriser 150 lycéens à Mantes-la-Jolie ce 6 décembre 2018.

Il termine enfin : « Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue. » En effet, c'est de cette hypocrisie dont se dotent l'État et les grands médias pour pointer du doigt les casseurs comme seuls responsables de la violence. Nous tenons à préciser qu'il existe évidemment d'autres formes de violences qui ne sont pas abordées ici comme la violence pathologique, naturelle, la cyber-violence, etc.

Rappelons cependant que nos systèmes politiques actuels se sont construits sur la violence (révolutions de 1789, de 1848, de 1870, résistance de 1945, mai 1968, etc.). De même, certaines formes de réponses violentes mais proportionnées sont couramment admises, par la morale, le droit et selon la doctrine des droits de l'Homme : en cas de légitime défense par exemple, ou d'état de nécessité face à l'oppression d'une tyrannie. Il est donc important de ne pas oublier que tous les modes d'action peuvent être efficaces et de ne pas se désolidariser d'une partie du mouvement pour ainsi lutter contre la division, bien que ces différentes réponses au système injuste présentent des failles. Nous invitons également à réévaluer la violence des casseurs sans en faire l'apologie. Nous estimons cependant que dans une vraie démocratie sans représentants ni intermédiaires, l'utilisation de la violence ne sera pas nécessaire.

[1] Hélder Câmara fut un évêque catholique brésilien, qui est connu pour sa lutte contre la pauvreté. Nous tenons à préciser que nous nous opposons à toutes les religions car nous estimons que les religions permettent de justifier l'oppression. Cependant nous ne considérons pas les croyants comme responsables pour la politique de leur Église.

# MERDE, MON SERGENT !

